



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

### pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 2863

#### Texte de la question

#### POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Jean Leonetti.

M. Jean Leonetti. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. L'augmentation du pouvoir d'achat mesurée par l'INSEE se situera cette année aux environs de 2,2 %. Pourtant, beaucoup de Français ont l'impression que leur niveau de vie stagne.

M. Michel Lefait. Ce n'est pas qu'une impression !

M. Jean Leonetti. L'augmentation des prix de l'énergie et de l'immobilier ainsi que le passage à l'euro sont autant d'éléments qui accréditent cette idée. Certains, en instituant les 35 heures, pensaient que les Français voulaient travailler moins, alors qu'ils veulent gagner plus. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Michel Lefait et M. Bernard Roman. Cinq ans !

M. Jean Leonetti. De plus, pendant que le Gouvernement baissait les impôts de l'État, certaines collectivités territoriales, en particulier les régions de gauche, augmentaient leurs impôts de manière massive. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Monsieur le Premier ministre, quelles sont les mesures prises pour que le travail paie plus que l'assistance, pour que le fruit du travail ne soit pas confisqué et pour faire en sorte que les bons chiffres officiels de la baisse du chômage et de l'augmentation de la croissance se traduisent dans la réalité quotidienne des Français ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Dominique de Villepin, *Premier ministre*. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, avant de répondre à cette question, je voudrais vous dire combien je suis heureux d'ouvrir la première séance de la session ordinaire. Je souhaite également remercier de façon très républicaine l'ensemble de la représentation nationale, qui a beaucoup siégé et travaillé durant le mois de septembre.

Monsieur le député, vous nous invitez, et je vous en remercie, à entrer de plain-pied dans la réalité quotidienne des Françaises et des Français.

M. Jean-Pierre Brard. Ce n'est pas comme le Premier ministre !

M. le Premier ministre. Le pouvoir d'achat...

M. Patrick Lemasle. A baissé !

M. le Premier ministre. ...ne se mesure pas simplement de façon statistique : dans notre pays, c'est un problème économique, social et politique.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Et humain !

M. le Premier ministre. Le passage à l'euro a été vécu difficilement ; le logement, le transport, toutes les dépenses obligatoires pèsent de plus en plus lourd dans le budget des ménages, sans compter qu'il faut s'équiper de produits de haute technologie - ordinateurs, téléphones portables, accès à l'internet à haut débit -, dans un contexte où l'on a, en effet, voulu faire croire aux Français qu'ils pouvaient travailler moins et gagner plus. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Bernard Roman. Cela suffit !

M. le Premier ministre. Il était urgent de prendre des mesures pour répondre à cette inquiétude.

M. Albert Facon. Travailler plus pour gagner moins !

M. le Premier ministre. Nous avons baissé l'impôt sur le revenu en faveur des classes moyennes, comme jamais depuis vingt ans dans notre pays. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*) Nous avons augmenté le salaire minimum de manière continue depuis 2002 : il dépasse aujourd'hui 15 000 euros par an. Nous avons aidé ceux qui en ont le plus besoin avec la prime pour l'emploi, que nous avons doublée en deux ans, l'allocation d'installation étudiante de 300 euros et le chèque transport.

Mais nous avons besoin d'une politique plus ambitieuse encore en matière de pouvoir d'achat.

M. Jean-Pierre Kucheida. Il est temps !

M. le Premier ministre. Avec le projet de loi sur la participation et l'intéressement, nous allons franchir une nouvelle étape : lorsque les entreprises gagnent de l'argent, tous les salariés doivent en gagner aussi. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Albert Facon. Que vont devenir les actionnaires ?

M. le Premier ministre. Nous avons également besoin d'indicateurs du pouvoir d'achat plus transparents et plus fiables. J'ai donc demandé au Conseil d'analyse économique, présidé par Christian de Boissieu, de me proposer de nouveaux instruments. Enfin, pour avancer, je tiendrai en décembre, avec tous les partenaires sociaux, une conférence sur les revenus et l'emploi pour clarifier le diagnostic et préciser les nouvelles pistes d'action. Mais nous le savons, la meilleure garantie d'un pouvoir d'achat durable, c'est encore l'emploi, la croissance et le désendettement. C'est précisément pour cela que nous menons une politique ambitieuse, déterminée et volontaire au service des Français ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean Leonetti](#)

**Circonscription :** Alpes-Maritimes (7<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2863

**Rubrique :** Politique économique

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 4 octobre 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 octobre 2006